

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative- Bât C- 2ème étage  
Boulevard Georges Sand  
36 000 Châteauroux

Châteauroux, le 26/06/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MAQUIGNON Frères**

12 Lieu-dit Le Prieuré de Remeneuil  
86230 Usseau

Références : VAT20230187  
Code AIOT : 0010011582

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement MAQUIGNON Frères implanté Les Dabinières 36600 Villentrois-Faverolles-en-Berry. L'inspection a été annoncée le 23/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAQUIGNON Frères
- Les Dabinières 36600 Villentrois-Faverolles-en-Berry
- Code AIOT : 0010011582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière souterraine sur une surface d'exploitation de 8 800 m<sup>2</sup> d'un gisement de tuffeau sur le territoire de la commune de Villentrois devenue commune de Villentrois-Faverolles-en-Berry aux lieu dit "les Cosses", "les Dabinières" et "le Bécheau". L'installation est concernée par la rubrique 2510 (carrières ou autre extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour un volume autorisé de 3 600 tonnes/an avec une moyenne de 2 700 tonnes/an.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Tonnage extrait en 2022 – projection 2023 – date prévisionnelle d'arrêt des extractions ;
- Suivi annuel d'exploitation – plan ;
- Avancement de la remise en état/remblayage ;
- Restriction des accès ;
- Obligations liées à la cessation d'activité, en vigueur depuis le 1er juin 2022 ;
- Point sur la servitude d'utilité publique objet de l'arrêté préfectoral n°2014226-0003 du 14/08/2014.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	/	Sans objet
10	Analyse eau du puits	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tonnage annuel extrait	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Date d'arrêt d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5	/	Sans objet
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.4.1	/	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Remise en état au droit de la RD2	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.3	/	Sans objet
7	Restriction des accès	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2	/	Sans objet
8	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 14/06/2023, article R. 512-39-1	/	Sans objet
9	Servitudes d'utilité publique	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article -	/	Sans objet
11	Protection du puits	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Se référer aux tableaux récapitulatifs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tonnage annuel extrait

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tonnage annuel extrait
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Volume autorisé : 3 600 tonnes/an
<b>Constats :</b> Pas de non respecté constaté.
<b>Observations :</b> Extraction de 375 m3 en 2022 soit 675 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Date d'arrêt d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Arrêt d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée un an avant l'échéance de l'autorisation.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a rappelé l'échéance du 14/08/2023 pour l'extraction de matériaux commercialisables. L'exploitant a indiqué avoir 15 jours d'extraction à mener avant cette date, la dernière opération datant de décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Déclaration GERP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration 2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration annuelle des émissions polluantes 2022 via la plate-forme GERP avant l'échéance du 31/03/2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration annuelle des émissions polluantes 2022 via la plate-forme GERP avant l'échéance du 31/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi annuel d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté à l'échelle 1/200 de la carrière souterraine est établi et fait notamment apparaître : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ; - la délimitation des secteurs d'exploitation mentionnés à l'article 2.2.6 ; - la matérialisation des piliers et leur repérage ; - les puits d'aérage ; - le puits remblayé ; - le puits de surveillance des eaux souterraines ; - les clôtures interdisant l'accès aux galeries des galeries voisines ; - les limites de l'indépendance des secteurs aérauliques en cours d'exploitation ; - les cotes d'altitude NGF des points significatifs ; - les hauteurs sous galeries des parties exploitées avant rechargement ; - les zones exploitées et remblayées ; - les zones en cours d'exploitation. Ce plan est repéré par rapport à un plan cadastral de la surface représentant les limites des parcelles et du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m. Ces plans sont mis à jour au moins deux fois par an par un géomètre expert et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur l'emprise de la carrière. Ils sont également tenus à la disposition des propriétaires dont les travaux sont effectués sous leur propriété ou aux abords de celle-ci. Ces plans auxquels est annexé un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais mis en place, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est transmis avant le 1er février de chaque année à l'inspection des installations classées. Un registre d'avancement des travaux est également établi et tenu à jour par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La dernière mise à jour du plan d'exploitation date du 20/12/2022 par le géomètre expert BIAGÉO. Il figure les extractions à date de l'inspection puisqu'aucune opération d'extraction n'a eu lieu depuis cette date. L'ensemble des items requis figurent sur le plan et ses annexes. L'écart relevé lors de la précédente visite d'inspection est donc levé.  Le remblayage est suivi à l'aide d'un plan de remblais par zones de travail, via un système de couleurs des zones extraites/remblayées.  La cote minimale d'extraction de 96,1 mNGF figurant à l'article 2.3.2 de l'arrêté d'autorisation du 14/08/2014 est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté. Globalement, la remise en état du site consiste en un remblayage partiel ou intégral des parties excavées lors de l'exploitation. La hauteur de remblayage selon les secteurs d'exploitation est définie sur le schéma figurant en annexe 5 au présent arrêté. Le remblayage intégral ne sera pas exigé au droit de la RD n° 52 si la solution de confortement par mureillage est retenue. Seuls sont admis pour le remblayage les matériaux provenant de la strate crayeuse recouvrant le gisement, les résidus de blocs d'exploitations anciennes présents dans la carrière et les résidus de blocs non valorisables récupérés lors de l'extraction. La remise en état doit être coordonnée à l'exploitation conformément au plan de phasage des travaux annexé au présent arrêté. La surface de la partie excavée et non remblayée ne dépasse pas 100 m2 .
<b>Constats :</b> La remise en état est en cours à l'avancement. Pas de non-respect à ce stade compte tenu de l'échéance de fin de la carrière au 14/08/2024.
<b>Observations :</b> Il a pu être constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le remblayage est suivi à l'aide d'un plan sur lequel sont reportées les zones figurant à l'annexe 5 de l'arrêté du 14/08/2014 et les numéros de piliers;</li><li>- des marquages à la bombe verte permettent de figurer les hauteurs de remblayage requises (cf. planche photographique), soit à 1 m à partir du niveau d'excavation sans tenir compte de la vidange nécessaire avant excavation (tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation), soit intégral;</li><li>- la zone située sous la RD2 n'a pas été exploitée;</li><li>- les matériaux de remblayage utilisés sont ceux provenant de la strate crayeuse recouvrant le gisement, les résidus de blocs d'exploitations anciennes présents dans la carrière et les résidus de blocs non valorisables récupérés lors de l'extraction.</li></ul> Sur la zone de stockage des matériaux extraits, un seul bloc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Remise en état au droit de la RD2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état au droit de la RD2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise en sécurité sera réalisée au droit de la route et sur une bande de largeur minimale 10 m de part et d'autre de l'emprise de cette voie pour tenir compte des effets latéraux des phénomènes d'instabilité potentiels. Un confortement porteur du type murellement (murs épais constitués de 2 rangées de parpaings pleins ou équivalent) devra permettre de restituer une portance supplémentaire sous la voie et en même temps d'assurer la continuité du passage d'air et de personnes au travers de la zone à sécuriser. Le confortement sera implanté en fonction de l'état de la fracturation des piliers et sera fondé sur le sol naturel de la carrière et non les remblais. Il sera donc à réaliser immédiatement après la phase d'extraction et selon une densité et un positionnement à définir par un organisme spécialisé, dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, en fonction de l'état et de la configuration des galeries.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constatée. Renoncement d'exploiter en date du 21/11/2019.
<b>Observations :</b> Par courrier du 21/11/2019, l'exploitant a signalé renoncer à l'exploitation de la partie de la carrière située sous la route départementale n°2. La cessation partielle concerne les parcelles n°42pp (ex-AH3), 43 (ex-AH2), 44 (ex AH-1), 45pp (ex-281), 46 (ex-280) et 47pp (ex-281).  Par conséquent, la prescription sus-visée est devenue caduque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Restriction des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à l'ensemble des installations (parties souterraine et aérienne) est interdit par une clôture efficace de hauteur minimale 2 mètres. . Le danger est signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> L'accès à l'ensemble des installations est interdit par une clôture efficace de hauteur minimale 2 mètres (cf. planche photographique). Le danger est signalé par des pancartes placées sur les clôtures.  Il est précisé que l'arrêté d'autorisation n'implique pas le maintien du portail de la plate-forme de stockage de matériaux. L'article 7.3.1.2 vise les accès aux galeries qui devront être maintenus fermés à l'arrêt de la carrière.  Pour ce qui est du puits, celui-ci devra être maintenu fermé et cadenassé (cf point de contrôle 11).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/06/2023, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Notification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> Il est rappelé, s'agissant d'une carrière, que la cessation d'activité est à notifier au préfet de l'Indre avant le 14/02/2024 (6 mois avant l'échéance de la carrière).  Toute cessation déclarée postérieurement au 1er juin 2022 implique le recours à un bureau d'études certifiée en matière de sites et sols pollués en vue de la délivrance des 3 attestations de mise en sécurité, mémoire de réhabilitation et travaux, quand bien même aucun travaux ne seraient identifiés comme nécessaire (cf. brochure du ministère en charge de l'écologie remise lors de l'inspection).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Servitudes d'utilité publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Plan parcellaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau parcellaire figurant à l'article 1 de l'AP du 14/08/2014
<b>Constats :</b> La notification de cessation d'activité devra inclure la correspondance ancienne numérotation / nouvelle numérotation parcellaire afin d'assurer la continuité de l'arrêté de servitudes d'utilité publique.
<b>Observations :</b> La carrière est d'ores et déjà visée par un arrêté de restriction d'usages. Sauf point soulevé par le bureau d'études qui interviendra pour la délivrance des attestations abordées au point précédent, cet arrêté ne devrait pas évoluer. Il est précisé qu'il perdure au-delà de l'échéance de la carrière. La notification de cessation d'activité devra inclure la correspondance ancienne numérotation / nouvelle numérotation parcellaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Analyse eau du puits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport d'analyse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les analyses de ces échantillons sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique est relevé mensuellement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH</li><li>- Conductivité</li><li>- Matières en suspension</li><li>- Demande chimique en oxygène</li><li>- Hydrocarbures totaux</li></ul> <p>Les résultats d'analyse sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation.</p> <p>Les contrôles sont ensuite réalisés une fois par an en alternant les prélèvements en périodes de hautes eaux et de basses eaux.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pu communiquer la date de la dernière analyse d'eau du puits ni le rapport associé.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant n'a pu communiquer la date de la dernière analyse d'eau du puits ni le rapport associé. Il est indiqué qu'il serait judicieux de prévoir deux mesures d'ici la date d'arrêt de la carrière afin d'avoir une mesure hautes eaux / basses eaux, en lieu et place d'une mesure annuelle.</p> <p>Le suivi des relevé piézométriques n'a pas été analysé lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Protection du puits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection du puits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose dans la carrière souterraine d'un puits de contrôle de la qualité et du niveau des eaux souterraines. Ce puits est protégé par une margelle de hauteur minimale 0,50 m et recouvert par un capot de fermeture étanche et fermé à clé. L'exploitant prend toutes dispositions pour protéger la tête du puits contre les risques liés à la circulation des engins d'extraction et de transport des matériaux. La margelle comporte en sa partie supérieure un marquage de sa cote NGF. L'ouvrage est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Cf planche photographique Il a été constaté la présence d'un puits de contrôle de la qualité et du niveau des eaux souterraines. Ce puits est protégé par une margelle et recouvert par un capot de fermeture étanche et fermé à clé. Il est situé en hauteur de la zone à extraire et protégé des chocs à l'aide de barrières métalliques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

